

Toiles @ penser

Cahiers d'éducation permanente de

La Pensée et les Hommes

***Un monde sans frontières
Comment favoriser le développement ?***

Rik VERMEIRE

Dossier n° 2011 - 020 - 007

La Pensée et les Hommes

Émissions de philosophie et de morale laïque
pour la radio et la télévision – Publications

Fondateurs (1954)

Robert HAMAIDE, Georges VAN HOUT

Comité exécutif

Jacques CELS, Chemsî CHEREF-KHAN, Paul DANBLON, André DEJAEGERE,
Anne-Marie GERITZEN, Jacques Ch. LEMAIRE

Rubriques

Publications – Radio – Télévision

Publications – Abonnements

Christiane LOIR

(02) 650.35.90 – christiane.loir@ulb.ac.be

Secrétariat

Isabel MARTIN

(02) 640.15.20 – secretariat@lapenseeetleshommes.be

Adresse centrale

Avenue Victoria, 5 – 1000 Bruxelles
<http://www.lapenseeetleshommes.be>

La Pensée et les Hommes

Association reconnue d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Connaissez-vous nos publications ?

Nous publions annuellement trois dossiers thématiques et un numéro « Varia ».

Dans sa nouvelle conception, notre revue paraît annuellement sous la forme de trois livres brochés qui comptent chacun environ cent pages et regroupent le point de vue d'une dizaine de spécialistes du sujet traité.

Chaque volume ambitionne de faire le point sur une question relative à la philosophie et à la morale de notre temps ou de traiter en profondeur un sujet qui intéresse les défenseurs des idéaux laïques.

Comment s'abonner à nos publications ?

En effectuant un versement au profit du compte :

000-0047663-36

de *La Pensée et les Hommes* Asbl

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 30 € (pour trois volumes thématiques et un numéro de « Francs-Parlers ») ou plus pour un abonnement de soutien. Si votre domicile implique un envoi par voie aérienne, majorerez s'il vous plaît votre versement de 5 €.

Pour en savoir plus, visitez notre site Internet

<http://lapenseeetleshommes.be>

Les numéros relatifs à l'abonnement pour l'année 2011 seront consacrés aux thèmes suivants (sous réserve) :

n° 81 – *Francs-Parlers n° 5*

n° 82-83 – *Les femmes et la franc-maçonnerie. Des Lumières à nos jours
(volume 1. Les XVIII^e et XIX^e siècles)*

n° 84 – *Une majorité musulmane à Bruxelles en 2030 :
comment nous préparer à « mieux vivre ensemble ? »*

Nos Toiles @ penser

disponibles sur demande et sur notre site <http://www.lapenseeetleshommes.be>

Projets d'action économique et sociale

- Aux grands mots les grands remèdes*, M. JUDKIEWICZ, 2010.
L'éthique de la sollicitude et la protection des personnes vulnérables, Ch. COUTEL, 2010.
La médecine et les responsabilités de l'homme, Dr. HUBINONT, 2009.
Plaidoyer pour une médecine « intégrative », Th. JANSSENS, 2009.
Un atelier d'improvisation pour les détenues de la prison de Berkendael, P. HOUYOUX, 2008.
Faut-il avoir peur des communautés immigrées ? A. MANÇO, 2008.
Quel avenir pour la recherche scientifique en Belgique ? J. C. BAUDET, 2008.
Article 27. Un réseau créatif, L. ADAM, 2007.
Les enfants dans les centres fermés pour illégaux, V. SILBERBERG, 2007.
Désirs éthiques et désirs critiques pour une politique culturelle de gauche, M. HELLAS, 2007.
D'un papillon à une étoile, J. CORNIL, 2007.
Complexité, identité, fraternité, citoyenneté : le quadrige de la reliance, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Brèches, J. CORNIL, 2007.
Comment vivre à Bruxelles malgré le coût des loyers, N. CASTELIJN, 2006.

La lutte contre les fausses croyances et les fausses sciences

- La grande intelligence, illusion ?*, P. J. MAINIL, 2010.
L'âme existe-t-elle ?, P. J. MAINIL, 2010.
Et Dieu dans tout cela, R. DEJAEGERE, 2010.
Les fausses sciences, J. PIRON, 2010.
Effets pervers de la morale chrétienne, B. MILHAUD, 2010.
Les erreurs de la science comme indices de sa valeur, J. C. BAUDET, 2010.
L'évolution et la notion de vie, O. PIRON, 2010.
Les théories physico-chimiques, M. FLORKIN et J. BRACHELET, 2010.
Les fausses sciences. Les pièges de la représentation, J. PIRON, 2010.
Les fausses sciences. L'« explication » unique et le savoir total, J. PIRON, 2010.
Science et foi. Problème périmé ou problème éternel ? P. ROBIN, 2009.
Science et foi. Les croyants devant la science, P. ROBIN, 2009.
Science et foi. La solution moderniste, P. ROBIN, 2009.
Foi contre science, Ph. MAASEN, 2009.
Les droits humains, ici et maintenant, P. GALAND et B. VAN DER MEERSCHEN, 2008.
Que penser de l'intégrisme féministe ? J. GABARD, 2008.
Deux voix de témoignages : Rwanda et Shoah, A. GOLDSCHLÄGER, 2008.
« Tyrannie de la majorité » selon Tocqueville et « Droits des minorités », Ch. COUTEL, 2008.
Égalité, discrimination, diversités : des constats aux actions, A. MANÇO, 2008.
Actualité des Protocoles, J. JAMIN, 2007.
Droits et recours de la victime de prétendus voyants, gourous, mages, guérisseurs et autres charlatans invoquant le paranormal, N. DE BECKER, 2006.
Les complots : sujet de la littérature populaire, A. GOLDSCHLÄGER et J. LEMAIRE, 2006.
Le cinéma, la télévision et les jeux vidéos illustrent la peur des conflits, A. GOLDSCHLÄGER et J. LEMAIRE, 2006.

La lutte contre les extrémismes politiques

- J'exècre les révisionnistes, fulminait Dominique*, P. J. MAINIL, 2010.
Deux voix de témoignages : Rwanda et Shoah, A. GOLDSCHLÄGER, 2010.
La franc-maçonnerie en terre d'islam, R. Y. DAJOUX, 2009.
L'homme qui ne portait pas de chaussettes ou Quel Einstein célébrons-nous ? P. MARAGE, 2008.
La sociologie est-elle une science ? Cl. JAVEAU, 2008.
Le rôle de l'expérience en philosophie, D. SERON, 2008.
Un modèle d'univers, J.-F. PONSAR, 2008.
Le truchement majeur, J. CELS, 2008.
Propos d'un libertaire sur l'éthique, P.-J. MAINIL, 2008.
Égalité, discrimination, diversités : des constats aux actions, A. MANÇO, 2008.

- Les limites de la liberté*, J. JAMIN, 2007.
Nature, culture et extrême droite, J. JAMIN, 2007.
Pour un personnelisme pluraliste, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Les religions meurtrières, E. BARNAVI et Ch. CHEREF-KHAN, 2007.
Réflexions sur la montée de l'islamisme, E. BARNAVI et Ch. CHEREF-KHAN, 2007.
Récits de Colombie, J. CORNIL, 2007.
Le totalitarisme, M. HELLAS, 2007
Les otages politiques, Fr. VANDEN DRIESCH, 2007.
Einstein et la politique, M. VOISIN, 2006.
Extrême droite et éducation permanente, M. MAESSCHALK, 2006.
Après quarante-cinq ans de présence musulmane en Belgique : « Sire, il n'y a pas d'islam belge »,
 Ch. CHEREF-KHAN, 2006.
Les tabous de l'immigration, J. CORNIL, 2006.

Avancées en faveur de l'éducation

- La dernière énigme de Léopold II*, G. TELLIER, 2010.
L'orientation sexuelle : biologie ou éducation, J. BALTHAZART, 2010.
Bye Bye l'unilinguisme, J. REYNAERS, 2010.
Quelques réflexions sur l'homme, V. DAUMER, 2010.
Nos têtes sont plus dures que les murs des prisons, L. BOVY, 2009.
Propos d'un libertaire sur les religions, P.-J. MAINIL, 2009.
Introduire le cours de philosophie dans le secondaire, V. DORTU, 2009.
Bonheur et humanisme, Fr. DE GREEF, 2009.
Éducation permanente et philosophie pour enfants, M. VOISIN, 2007.
L'alimentation intelligente, A. BURONZO, 2007.
Prison-sanction et prison-éducation, J.-Cl. DE POTTER, 2007.
Trente propositions pour une école de la réussite, A. DESTEXHE, 2006.
L'avenir de l'université, J.-Fr. BACHELET, 2006.
Ce que montre PISA 2003 : les inégalités sociales dans l'enseignement en Belgique, N. HIRTT, 2006.
Les francs-maçons à la naissance de l'enseignement universitaire des sciences, J. LEMAIRE, 2006.
L'immersion linguistique, R. BRIQUET, 2006.
Coexistence des langues et des cultures. Entre utopie et réalités, R. RENARD, 2006.

Ambitions de la laïcité

- La laïcité et les laïcités : deux versions, un idéal*, M. BOLLE DE BAL, 2010.
Conscience athée, N. RIXHON, 2010.
Jean Meslier, curé et athée : un paradoxe ?, N. RIXHON, 2010.
Réflexions d'un libre examinateur ou d'un homme qui, du moins, croit l'être, P. J. MAINIL, 2010.
Peut-il exister une spiritualité laïque ?, J. RIFFLET, 2010.
Âme : Esprit/Doute/Foi, E. DE BEUKELAER et B. DECHARNEUX, 2010.
Religion/Théologie : Dogme, E. DE BEUKELAER et B. DECHARNEUX, 2010.
Athéisme : Agnosticisme/Cléricalisme, E. DE BEUKELAER et B. DECHARNEUX, 2010.
Nsr Abou Zeid et Mondher Sfar, J. WILLEMART, 2009.
De la difficulté d'être athée aujourd'hui, A. PIRLOT, 2009.
Humanisme et laïcité : Condorcet, précurseur de la loi de 1905 ? Ch. COUTEL, 2009.
Propos d'un libertaire sur les religions, P.-J. MAINIL, 2009.
De la tolérance à la reconnaissance ? J. PELABAY, 2009.
Artes Moriendi : comment aborder la fin de vie ? St. NELISSEN, 2009.
La dépénalisation de l'euthanasie a été un combat laïque, R. LALLEMAND, 2009.
Questions sur la laïcité en Europe, Cl. VAILLANT, 2009.
Science et foi. Problème périmé ou problème éternel ? P. ROBIN, 2009.
Science et foi. Les croyants devant la science, P. ROBIN, 2009.
Science et foi. La solution moderniste, P. ROBIN, 2009.
Héritier des Lumières, Condorcet « traducteur » de Voltaire, Ch. COUTEL, 2008.
Les médecines parallèles, P. DEBUSSCHERE, 2008.
Six années d'euthanasie légale : bilan, M. ENGLERT, 2008.
Le conseiller laïque serait-il un semeur d'interrogations dès qu'il centre son action sur l'écoute de l'autre ? M. MAYER, 2008.
La franc-maçonnerie est-elle une secte ? C. BRYON-PORTET, 2008.

- La laïcité française et la loi sur le port de signes religieux dans les écoles publiques*,
A. DUMOULIN, 2008.
- Lettre ouverte sur la tolérance*, G. HOTTOIS, 2008.
- Tiberghien, précurseur d'un idéal oublié*, V. DORTU, 2008.
- Islamophobie et culpabilité*, A.-M. DELCAMBRE, 2008.
- Un catholique face à l'euthanasie*, J.-J. JAEKEN, 2008.
- Euthanasie : le débat parlementaire*, Ph. MONFILS, 2008.
- « Tyrannie de la majorité » selon Tocqueville et « Droits des minorités », Ch. COUTEL, 2008.
- Égalité, discrimination, diversités : des constats aux actions*, A. MANÇO, 2008.
- Divin et humain : religion et reliance*, M. BOLLE DE BAL, 2007.
- Bio-éthique et thanato-éthique*, M. BOLLE DE BAL, 2007.
- Vers une éthique de l'environnement*, J. CORNIL, 2007.
- La crémation : une éthique pour notre temps*, M. MAYER, 2006.
- La loi de dépénalisation de l'euthanasie : une démarche citoyenne*, J. HERREMANS, 2006.
- La laïcité dans la vie sociale*, Ph. GROLLET, 2006.
- Cent ans parès une loi mémorable de séparation des Églises et de l'État. Favoriser dans les sociétés plurielles les dialogues interculturel et interreligieux*, R. RENARD, 2006.
- 2.500 ans de pensée libre : 1^{ère} partie*, A.-M. HANSENNE, 2006.
- 2.500 ans de pensée libre : 2^e partie*, A.-M. HANSENNE, 2006.
- La laïcisation de l'art*, Ch. LOIR, 2006.
- Laïcité et diversité culturelle*, R. RENARD, 2006.

Réflexions sur l'éducation permanente

- Éducation permanente et philosophie pour enfants*, M. VOISIN, 2007.
- Prison-sanction et prison-éducation*, J.-Cl. DE POTTER, 2007.
- Extrême droite et éducation permanente*, M. MAESSCHALK, 2006.
- La FORel*, A. SCHLEIPER, 2006.
- La culture, une généreuse éducation permanente*, J. CELS, 2006.
- Le rôle charnière du cardinal Bellarmin*, J.-J. DE GHEYNDT, 2006.
- Jonas et la liberté. Dimensions théologique, ontologique, éthique et politique*, M.-G. PINSART, 2006.
- La rhétorique, moyen de convaincre*, M. MEYER, 2006.
- Représenter le zéro : un problème philosophique*, J.-J. DE GHEYNDT, 2006.
- Écrire en Belgique sous le regard de Dieu. La littérature catholique belge dans l'entre-deux-guerres*,
C. VANDERPELEN-DIAGRE, 2006.
- Réalisations de la Communauté française de Belgique, en matière d'éducation à la citoyenneté*,
P. DUPONT, 2006.
- Rêveries d'un promeneur solitaire. Vagabondages imaginaires autour du nouveau siècle*,
J. CORNIL, 2006.

Comprendre aujourd'hui au travers des miroirs culturels

- Le petit monde d'outre-tombe*, A. CHABOT, 2010.
- L'existentialisme de Martin Heidegger*, G. AISEAU, 2010.
- Pôle Santé de l'ULB : histoire de lieux, de personnages, de découvertes*, S. LOURYAN, 2010.
- Les noms de famille*, J. GERMAIN, 2010.
- Bruxelles néoclassique : mutation d'un espace urbain (1775-1840)*, Ch. LOIR, 2010.
- L'existentialisme. Le rôle de la phénoménologie*, G. AISEAU, 2010.
- La liberté et l'histoire : la liberté et ses valeurs*, M.-J. LEFEBVE, 2010.
- La liberté et l'histoire : l'évasion du temps*, M.-J. LEFEBVE, 2010.
- Jean-Jacques Rousseau et la naissance de l'autobiographie*, R. TROUSSON, 2010.
- La Flandre aux Flamands*, P. STÉPHANY, 2010.
- Vision de la mort dans le judaïsme*, A. GOLDSCHLÄGER, 2010.
- Le Coran est-il authentique ?* J. WILLEMART, 2009.
- Le pain des oiseaux*, Y. NAMUR, 2009.
- La vision de la mort dans le judaïsme*, A. GOLDSCHLÄGER et J. LEMAIRE, 2009.
- La forme de la terre : des conceptions primitives à Aristote*, D. BOCKSTAEEL, 2009.
- L'architecture néoclassique à Bruxelles, reflet d'une société en mutation*, Ch. LOIR, 2009.
- Nietzsche, précurseur du nazisme ?* ANONYME, 1^{ère} partie, 2009.
- Nietzsche, précurseur du nazisme ?* ANONYME, 2^e partie, 2009.
- Nietzsche, précurseur du nazisme ?* ANONYME, 3^e partie, 2009.
- Kierkegaard, le père de l'existentialisme*, G. AISEAU, 1^{ère} partie, 2009.

- Kierkegaard, le père de l'existentialisme*, G. AISEAU, 2^e partie, 2009.
Kierkegaard et l'ascétisme, G. AISEAU, 2009.
Kierkegaard et l'incroyance, G. AISEAU, 2009.
La Belgique, un anachronisme d'avenir ? Ch. VAN DEN EYNDE, 2008.
La spiritualité, ANONYME, 2008.
L'Europe méditerranéenne, entre l'Occident et l'Orient, Ch. COUTEL, 2008.
L'évolution du freudisme, W. SZAFRAN, 2007.
La question rousse, V. ANDRÉ, 2007.
La valeur du temps dans un monde qui accélère, M. DE KEMMETER, 2007.
Le récit de vie, pierre d'angle de la sociologie existentielle, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Le Centre de culture européenne, M. IMBERECHTS, 2006.

Relais du monde associatif

- Les leçons de l'histoire et nous*, F. BRODSKY, 2010.
Mutilations génitales, J. CHEVALIER, 2010.
Présentation du réseau Financement Alternatif, A. BROUYAUX, 2008.
La Ligue de l'Enseignement, V. SILBERBERG, 2007.
Les enfants dans les centres fermés pour illégaux, V. SILBERBERG, 2007.
Mal au fesses pour le Congo, H. BOKHORST, 2007.
Ni putes ni soumises : un mouvement international pour libérer la parole et les initiatives,
F. SIDIBE, 2006.
Le GRIP et ses activités, 2006.
Infor-Drogues. 1971-2006, trente-cinq ans déjà !, Ph. BASTIN, 2006.
*Les conseillers moraux laïques en milieu hospitalier,
en maisons de repos et en maisons de repos et de soins*, N. BOLLU, 2006.
Les Maisons médicales et la Fédération des Maisons médicales et des Collectifs de soins de santé, 2006.

Interrogations et projets d'action sur quelques données sociologiques

- Multiculturalisme ou interculturalité : Tour de Babel ou cathédrale des Lumières ?*,
G. VERZIN, 2010.
Problèmes de la drogue, C. SOMERHAUSEN, 2009.
La liberté : un concept entre gris clair et gris foncé, F. ANDRÉ, 2008.
Est-il nécessaire d'établir une censure sur le Web ? M. BRODSKY, 2008.
Parents de toxicomanes..., A.-M. LEGRAND et D. CRACCO, 2008.
L'argent des fourmis : religions - migrations - développement, A. MANÇO, 2008.
Le jeu pathologique, une maladie de la modernité, S. MINET, 2007.
Déliance, reliance, alternance, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Fraternité et/ou amitié : deux « relies » à relier, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Pour un personnalisme pluraliste, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Des valeurs réinterrogées. Penser ou dépenser. Marchandisation des valeurs et valeur d'usage,
J. CORNIL, 2007.
Questions de sexualité, J.-L. GÉNARD, 2006.
Le travail : une valeur à réhabiliter, M. BOLLE DE BAL, 2006.
Violence, passions et guerres : cris des hommes, silence des dieux, M. BOLLE DE BAL, 2006.
Bribes réflexives sur la nouvelle divinité mercantile, J. CORNIL, 2006.
Conte le turbocapitalisme : taxe Tobin et enquête sur les sociétés de clearing, J. CORNIL, 2006.
Travers et valeurs de l'individualisme, J. CORNIL, 2006.

Construire l'Europe

- Le cheval de Troie. Sectes et lobbies religieux à l'assaut de l'Europe*, M. CONRADT, 2008.
Trois rêves évanouis, M. BOLLE DE BAL, 2007.
Le Centre de culture européenne, M. IMBERECHTS, 2006.

Éduquer à la citoyenneté

- Les droits de l'homme et le droit international public*, F. RYZIGER, 2010.
L'argent dans le monde moderne selon Charles Péguy, Ch. COUTEL, 2009.
Quelques réflexions sur les origines de l'homme, V. DOUMEN, 2009.
La liberté : un concept entre gris clair et gris foncé, F. ANDRÉ, 2008.
L'origine de la liberté, A. VAN KERCKHOVEN, 2008.

- Valorisation des compétences et co-développement*, A. MANÇO, 2008.
- Quelle place pour l'expression des convictions religieuses à l'école ?* N. GEERTS, 2007.
- Faits de société*, M. BOLLE DE BAL, 2007.
- Les discriminations et la démocratie de l'identité*, A. MARTENS, 2007.
- Les otages politiques*, FR. VANDEN DRIESSCH, 2007.
- Brèches*, J. CORNIL, 2007.
- Chronique d'un cours de philo. Intermède*, H. VAN CAMP, 2006.
- Réalisations de la Communauté française de Belgique, en matière d'éducation à la citoyenneté*,
P. DUPONT, 2006.
- Quelques références du Conseil de l'Europe en matière de citoyenneté*, P. DUPONT, 2006.
- Évolution du statut de la femme. L'époque de la déesse-mère*, CLAV, 2006.
- Évolution du statut de la femme. La réconciliation des sexes*, CLAV, 2006.
- Évolution du statut de la femme. L'éveil de la conscience politique des femmes*, CLAV, 2006.

Un monde sans frontières Comment favoriser le développement ?

Rik VERMEIRE

Le Problème du développement est mal posé

Il nous faut admettre que les efforts entrepris pour venir en aide aux pays en voie de développement n'ont donné que de maigres résultats.

Il y a à cela une raison apparente, une autre plus profonde.

Il est évident que la misère est tellement immense et l'effort d'aide malgré tout minime – sept milliards de dollars au développement, cent trente milliards de dollars à l'armement – qu'il serait irréaliste de vouloir espérer dès maintenant des résultats tangibles.

Au-delà de cette explication en surface surgit à l'horizon une question fondamentale : avons-nous abordé le problème comme il le fallait ?

Il est impossible de résoudre un problème lorsque celui-ci est mal posé. Même la multiplication des actions empiriques, aussi dignes d'éloges qu'elles soient, ne peut provoquer un accroissement de l'efficacité s'il s'avère qu'elles passent à côté de la réalité ou ne se trouvent intégrées dans une vision globale. Il n'y a pas d'antinomie entre la pratique et la théorie, car rien n'est plus pratique qu'une bonne théorie. Elle permet d'éviter beaucoup d'erreurs.

Je voudrais aujourd'hui aborder la raison profonde de l'échec relatif en matière de développement que tout homme lucide est bien obligé de constater.

Pour mieux comprendre la situation avec laquelle nous sommes confrontés, il n'est pas inutile d'élaborer une analogie avec la question sociale du XIX^e siècle. « *Populorum Progressio* » souligne d'ailleurs avec raison que le sous-développement actuel est la question sociale du XX^e siècle.

Les pays de l'Occident ont connu, à la suite de l'effondrement de l'Ancien Régime, un état de sous-développement grave : analphabétisme, faible taux de scolarité, bas salaires, travail des femmes et des enfants, logement détestable, etc.

Frappées par la misère qui régnait à cette époque, les dames de la bourgeoisie, pleines de pitié et de sympathie, guidées par de bonnes intentions, n'hésitèrent point à lancer une action caritative. Elles allèrent visiter les quartiers des pauvres, distribuant vivres et vêtements, donnant de bons conseils et posant parfois des conditions à leur aide : ne plus boire, ne plus frapper femme et enfants, aller à la messe le dimanche.

Les pays neufs connaissent, cinquante ans plus tard, à la suite de l'effondrement du régime colonial, un état de sous-développement grave.

L'histoire se répète. Les pays industrialisés, frappés par la misère des pays en voie de développement, ont exactement la réaction des dames de la bourgeoisie du XIX^e siècle. Ils se lancent également dans une action caritative, expédiant des vivres et des médicaments, engageant des techniciens et des jeunes à quitter leur pays pour aller travailler quelques années dans un pays en voie de développement. Ils ne résistent point à la tentation d'entourer leur aide de bons conseils : combattre l'inflation, assurer la stabilité politique, éliminer la corruption ; ni à celle d'accompagner leur aide de conditions : interdire le parti communiste, utiliser l'argent reçu à des achats à des achats dans le pays donateur, voter pour l'Occident à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Le développement : problème structurel

Le recul des temps nous a fait découvrir que, quelles que fussent les bonnes intentions des dames de la bourgeoisie, elles étaient sans doute capables de soulager quelque peu la misère, mais incapables de provoquer le développement.

Elles auraient pu centupler leur aide sans pour autant pouvoir amorcer le développement de nos régions.

Si le développement s'est réalisé chez nous, nous le devons à une action concomitante et de longue haleine des syndicats, des partis politiques, du gouvernement et du parlement, de quelques dirigeants d'entreprises éclairés, de penseurs et de professeurs qui ont contribué à la découverte et à l'assimilation des nouvelles conceptions qui, à leur tour, ont été transformées en structures de société.

Nous vivons actuellement dans tant de conceptions et de structures devenues monnaie courante que non seulement nous ne les mettons plus en cause, mais que nous n'en parlons même plus lorsqu'un étranger essaie de comprendre les fondements de notre bien-être.

Suffrage universel, droit de vote des femmes, réduction de la durée du travail, politique des hauts salaires, sécurité sociale obligatoire et généralisée,

Un monde sans frontières. Comment favoriser le développement ?

redistribution du revenu national, démocratisation de l'enseignement sont devenus des réalités que plus personne ne conteste.

Les vacances ouvrières ont donné naissance à une nouvelle industrie : le tourisme. Les médecins sont assurés d'une vie décente grâce à l'assurance maladie-invalidité. Les bouchers et boulangers ont une large clientèle avec pouvoir d'achat accru du fait des hauts salaires pratiqués dans l'industrie.

Personne ne dira que la loi De Taeye est un système de distribution d'aumônes aux économiquement faibles. Au contraire, tout le monde accepte que « si le bâtiment va, tout va ».

Après tout, nous nous demandons parfois avec étonnement pourquoi il a fallu tant de peines et tant de luttes avant que des générations qui nous précédaient ne découvrirent le bien-fondé de certaines revendications, la nécessité de certains changements profonds. Ils avaient l'apparence de porter préjudice aux intérêts des possédants ; en réalité ils ont accru et généralisé le bien-être.

Nous pouvons et devons nous demander si les générations qui nous suivront ne se poseront pas la même question. Il n'est pas exclu qu'elles se demanderont pourquoi nous avons voulu, face au sous-développement dans le monde, nous contenter d'une action, certes bien intentionnée, mais inefficace. Il est probable qu'elles s'étonneront que nous n'avons pas immédiatement vu qu'il fallait inventer des nouvelles conceptions et de nouvelles structures de société. Car – on peut le répéter – l'analogie reste valable puisque le sous-développement et la question sociale du XX^e siècle.

La prédiction de Marx

L'exploitation des ouvriers par les bourgeois du XIX^e siècle est actuellement remplacée par l'exploitation des nations prolétaires par les pays industrialisés.

Le problème avec lequel nous sommes confrontés n'est pas celui d'une culpabilité personnelle, mais celui d'une insertion dans un système qui fait que les riches deviennent tous les jours un peu plus riches et que les pauvres deviennent tous les jours un peu plus pauvres.

La prédiction de Marx ne s'est pas réalisée dans nos régions, précisément parce que nous avons pu à temps réformer les structures.

Ce qu'on oublie souvent, c'est que Marx a placé d'emblée sa prédiction sur le plan international, disant qu'il se pourrait que dans des pays déterminés, les travailleurs arrivent à un standard de vie élevé, mais au détriment des masses populaires dans d'autres pays.

La troisième partie de sa prédiction, à savoir que cet enrichissement et cet appauvrissement seraient suivis par l'effondrement de la société, risque, si rien ne change, de se réaliser sur le plan mondial.

En effet, il faut le souligner avec force, nous sommes confrontés à un problème structurel. Le sous-développement est certes un phénomène complexe, mais en tout cas causal et cumulatif. Quelqu'un est pauvre parce qu'il est malade. Il est malade parce qu'il est affamé. Il est affamé parce qu'il n'a pas de travail. La même analyse peut être faite en ce qui concerne le développement : quelqu'un a un logement convenable parce qu'il a du travail. Il a du travail parce qu'il est instruit. Il est instruit parce que lui ou ses parents avaient un pouvoir d'achat, etc.

Causes et conséquences

Parlant de sous-développement et de développement, nous ne pouvons d'ailleurs confondre causes et conséquences. Quand on pose la question de savoir pourquoi un pays est sous-développé, on répond souvent par l'affirmation superficielle : ces pays sont sous-développés parce qu'ils connaissent l'analphabétisme, le chômage endémique, de bas revenus, l'instabilité politique, l'inflation, la corruption, etc. Tous ces phénomènes économiques, sociaux et politiques ne sont pas des *causes* du sous-développement, ils en sont autant de conséquences. C'est *parce qu'il* est sous-développé que le pays connaît l'analphabétisme, la corruption, etc.

Les ouvriers du XIX^e siècle n'étaient pas pauvres parce qu'ils buvaient, mais ils buvaient parce qu'ils étaient pauvres.

Ceci est extrêmement important, car si l'on veut combattre le sous-développement, il faut s'attaquer non pas aux conséquences, mais aux causes.

Bien piètre serait le médecin qui ne s'attaquerait qu'aux symptômes de la maladie et qui en négligerait les causes.

Les causes du sous-développement sont d'ordre structurel. L'action caritative ne s'attaque qu'aux conséquences. C'est cela mal poser le problème. Nous devons nous attaquer aux causes.

Deux questions fondamentales

Mais avant de la faire je voudrais poser deux questions fondamentales.

La première : sommes-nous disposés à accepter que le monde, en tant qu'entité, soit encore sous-développé ?

Un monde sans frontières. Comment favoriser le développement ?

Nous gardons l'habitude de parler des pays sous-développés d'une part, de pays industrialisés d'autre part, et nous tenons le raisonnement trop simpliste que les pays industrialisés doivent venir en aide aux pays sous-développés. C'est le raisonnement du transfert d'une partie de notre abondance aux nations prolétaires.

Ce raisonnement nous mène à une impasse.

Celui qui arrive à São Paulo y découvre une ville ayant une activité trépidante comparable à celle de Chicago. Personne cependant n'oserait prétendre que le Brésil est déjà un pays économiquement et socialement développé.

Celui qui parcourt la province de Ranchi est ébloui par la nouvelle Ruhr naissante qui s'y établit. Personne cependant n'oserait dire que l'Inde est déjà un pays économiquement et socialement développé. Supposons un instant qu'en Belgique quatre-vingts pour cent de la richesse nationale soit concentrée en une seule province, par exemple Namur, et que les autres provinces ne connaissent que le chômage et par conséquent l'analphabétisme, le mauvais logement, etc., bien ridicule serait celui qui proclamerait que la Belgique est déjà un pays développé.

D'où nous vient dès lors le droit de dire que le monde serait déjà développé ?

La répartition inégale des richesses mondiales, du bien-être, nous oblige d'admettre que le monde est encore sous-développé. Nous ne pouvons parler du sous-développement *dans* le monde, nous devons parler *du* sous-développement *du* monde.

La deuxième question, contraire à la première : sommes-nous disposés à accepter que face au sous-développement mondial, il nous faut trouver une solution mondiale ?

Un simple transfert d'abondance ne suffira pas. Il faudra mobiliser l'intelligence, l'imagination, la volonté, le dévouement et la générosité de millions d'hommes et de femmes aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés. Il faudra entreprendre un effort qui galvanise les énergies de plusieurs générations.

La féodalité nationale

Les questions fondamentales étant posées et ayant reçu une réponse affirmative, revenons au problème structurel, véritable cause du phénomène de sous-développement.

Il existe dans le monde une double féodalité, à savoir la féodalité nationale dans les pays en voie de développement d'une part, la féodalité

internationale sur le plan mondial d'autre part. Cette double féodalité est l'explication fondamentale de la stagnation, le frein à tout progrès.

Si nous voulons provoquer le développement, il nous faudra abolir cette double féodalité et la remplacer par des structures sociales porteuses de progrès économique, social et humain.

La féodalité nationale dans les pays en voie de développement est manifeste. Leur société est caractérisée par une dualité économique, sociale et politique.

Ces pays connaissent une juxtaposition de deux économies. L'une occidentale, moderne, voire avancée aux mains de firmes étrangères ou des hérodiens, est une économie côtière, une économie de façade. Il suffit de regarder une mappemonde pour constater que toutes les capitales, toutes les grandes villes des pays en voie de développement se situent le long de la côte. Derrière cette façade, une économie de subsistance, souvent archaïque et non monétaire prolongeant la monoculture et la mono-exploitation des plantations et des mines. Il est facile de provoquer des associations en citant soit le nom d'un pays, soit d'un produit de base. Le Brésil et le café, le Chili et le cuivre, le Ghana et le cacao, le Sénégal et les arachides, l'Égypte et le coton, la Malaisie et le caoutchouc, Birma et le riz. Ces pays sont les grands exportateurs de richesses naturelles que les pays industrialisés transforment pour leurs propres besoins et ceux de leur commerce international.

La dualité économique se traduit également dans la stratification sociale et politique des pays en voie de développement. D'un côté une oligarchie riche et puissante, de l'autre côté une masse anonyme, amorphe, marginale et avec des horizons et loyautés limités : la famille extensive, la tribu, le clan. La politique et tous les rouages de l'État sont dominés par l'oligarchie qui a eu accès à la culture occidentale, tandis que les masses vivent dans l'ignorance.

Le bien-être dans ces pays ne peut résulter que de la création d'un marché interne qui permet de procurer du travail, lequel à son tour provoque un accroissement du pouvoir d'achat et rend possible une épargne, permettant ainsi d'amorcer la pompe pour une expansion de l'économie. Modernisation et rationalisation de l'agriculture, industrialisation doivent permettre d'augmenter et d'améliorer la nourriture, de se procurer des vêtements et un logement convenables, d'avoir accès à l'enseignement, à la culture, aux loisirs.

L'exemple frappant est certainement celui de la création de Brasília.

Toutes les grandes villes du Brésil : Rio de Janeiro, Santos, Bahia, Recife, São Paulo, sont des villes côtières orientées vers l'océan et vers les pays industrialisés. Kubitchek a voulu délibérément implanter une ville au cœur de la forêt vierge pour obliger ainsi son pays à tourner le regard vers l'intérieur du Brésil.

Un monde sans frontières. Comment favoriser le développement ?

S'ils ne veulent pas rester au niveau de la subsistance, c'est-à-dire de la lutte pour la survie, les pays en voie de développement doivent réaliser une révolution économique, sociale et politique. Car le développement est plus qu'une croissance économique : il est structuration d'une nouvelle société.

Il leur faut par conséquent des réformes de base comme par exemple une réforme agraire, une réforme fiscale, une réforme de l'enseignement, une réforme de l'administration, une réforme politique.

Ils doivent cependant opérer cette révolution fondamentale et structurelle dans de conditions extrêmement difficiles et particulièrement en tenant compte de l'opposition réactionnaire des possédants et de l'esprit de fatalisme des masses amorphes. Ils sont au surplus handicapés par la terrible explosion démographique qu'ils connaissent et subissent.

Nos dirigeants nous disent que la Wallonie est confrontée à la création de cent cinquante mille postes de travail en dix ans. Le Brésil devrait pouvoir créer tous les ans deux millions de nouveaux postes et l'Inde deux millions de nouveaux postes tous les deux mois.

Plusieurs pays en voie de développement ont attaqué, sans hésitation, mais avec des difficultés énormes, le problème fondamental de la nouvelle structuration de leur société. Un exemple frappant est celui du Chili où le gouvernement a voulu réaliser une révolution dans la liberté.

Une révolution dans la liberté est d'ailleurs théoriquement possible. Souvent nous confondons révolution et violence. Il est vrai que l'histoire nous apprend que les révolutions furent accompagnées d'un bain de sang parce qu'elles arrivèrent trop tard.

La révolution se compose de deux temps. Le premier est celui de la rupture totale, globale, radicale et brusque avec les anciennes structures de la société, rupture qui est le moment crucial et nécessairement extrêmement bref. Le deuxième temps est celui de l'élaboration, inévitablement lente, de nouvelles structures économiques, sociales et politiques qui prendront la place des anciennes.

La féodalité internationale

Les efforts que les pays en voie de développement veulent entreprendre pour restructurer leur économie et leur société sont cependant condamnés à un échec. L'abolition de la féodalité nationale est impossible sans l'abolition de la féodalité internationale.

Car il faut le répéter avec force : il existe également une féodalité internationale, celle maintenue par les pays industrialisés qui persévèrent dans une politique de domination. L'oligarchie des pays prolétaires exerce

une domination sur les masses amorphes de leur pays. Les pays industrialisés exercent leur domination sur les pays pauvres.

Il fut déjà question de l'actuelle division internationale du travail : exportation des richesses naturelles par les uns, transformation par les autres.

À la rigueur, il serait encore possible de défendre cette division internationale du travail si les pays industrialisés ne commettaient pas un véritable abus de puissance économique. Cependant, sur le plan international, la loi de l'offre et de la demande, c'est-à-dire la loi de la jungle, reste en vigueur. Il y a longtemps que cette loi fut tempérée chez nous. Le salaire de l'ouvrier n'est plus fixé souverainement par le patron, mais après négociations entre des puissances égales. L'État fixe le prix de direction des céréales et des produits laitiers. Il estime que les cultivateurs ont également droit à une vie décente et que leur pauvreté relative aurait des répercussions néfastes sur le bien-être de la communauté nationale.

Sur la plan international cependant, continue à être appliquée dans toute sa rigueur et dans toute sa rigidité la loi de l'offre et de la demande. Les pays industrialisés n'ont pas encore découvert la notion du prix juste. En tout cas, ils refusent obstinément de pratiquer des prix équitables. Le prix des matières premières n'est pas fixé par les pays producteurs qui sont les pays faibles, mais par les pays consommateurs qui sont les plus forts et qui abusent de leur force.

Les prix des matières premières connaissent des fluctuations continues. Il nous suffit de suivre le coût des matières premières dans nos journaux pour nous en rendre compte.

Autres aspects du libéralisme international

Le libéralisme manchestrien, qui se traduit dans la fixation des prix, est aggravé par les entraves aux échanges que les pays industrialisés appliquent. Ils fixent des contingents à l'importation de certaines matières premières.

Les pays en voie de développement qui sont producteurs de sucre n'auront aucun accès aux marchés des pays industrialisés qui préfèrent protéger avec des moyens anti-économiques leur production betteravière.

Ils établissent également des taxes à la consommation sur les produits tropicaux, comme par exemple le café, le cacao et les bananes. La taxe à la consommation sur le café vert s'élève à nonante-neuf pour cent de sa valeur en Allemagne et à cent trente-quatre pour cent en Italie. Il est bien évident que même en tenant compte de l'élasticité de la demande, ces taxes freinent la consommation.

Un monde sans frontières. Comment favoriser le développement ?

Les pays industrialisés mettent également des entraves à l'accès des produits semi-manufacturés et manufacturés par des pays en voie de développement à leur marché. Les peaux entrent libres de droit d'entrée, mais le cuir, produit semi-manufacturé, est taxé à dix pour cent et les articles de cuir, produit fini, subissent une taxe de quatorze à dix-neuf pour cent. Les graines de cacao entrent avec un droit d'entrée de sept pour cent. Le beurre de cacao, produit semi-manufacturé, subit une imposition de vingt pour cent et la poudre de cacao, produit fini, subit une imposition de vingt-sept pour cent.

Fluctuations des prix des matières premières, entraves aux échanges freinent le développement des pays pauvres. Ces pays sont au surplus confrontés au problème des termes de l'échange.

Les termes de l'échange signifient le rapport entre, d'une part, les revenus qu'ils obtiennent de l'exportation de leurs matières premières et, d'autre part, les dépenses qu'ils doivent consentir pour l'achat des biens d'équipement, c'est-à-dire machines, outils, etc.

S'ils veulent se développer, les pays en voie de développement, encore incapables de fabriquer eux-mêmes des produits très avancés, sont bien obligés de les acheter dans les pays industrialisés. Si ces derniers ne connaissent point la notion du prix équitable pour les matières premières, par contre ils la connaissent par cœur pour la vente de leurs propres produits.

Or, si les prix des matières premières ont une tendance à la baisse, les produits des pays industrialisés ont eux une tendance à la hausse. Dans ces prix sont incorporés les hauts salaires et appointements ainsi que les frais d'une recherche scientifique avancée.

Les pays en voie de développement reçoivent donc moins d'argent pour leurs produits exportés et doivent payer plus pour l'importation des biens d'équipements. En 1954, la Colombie payait une *Jeep* avec la valeur de treize sacs de café ; actuellement il lui faut trente-neuf sacs pour avoir la *Jeep*.

Fluctuations des prix des matières premières, termes de l'échange, la boucle serait fermée s'il n'y avait pas le problème des « invisibles ».

Comme leur pouvoir d'achat est faible, les pays pauvres essaient d'acheter à crédit. Les pays industrialisés n'ont que peu de confiance dans les capacités de paiement de ces pays et imposent des conditions d'intérêt et de remboursement rigides et sévères. Les pays en voie de développement essaient de contourner l'obstacle en demandant des prêts. Les pays industrialisés veulent bien y consentir, mais les conditions ne sont pas moins favorables que celles pour l'octroi d'un crédit.

Rien d'étonnant que l'accroissement de la dette extérieure des pays en voie de développement est vertigineux.

Toute l'aide financière accordée par les pays industrialisés ne suffira plus pour permettre aux pays en voie de développement de respecter les échéances de remboursement des dettes extérieures. Les charges de la dette extérieure ne sont d'ailleurs pas les seuls postes « invisibles ». Les transports maritimes et les assurances de tous genres sont également aux mains des Occidentaux et aggravent le déficit de la balance des paiements des pays en voie de développement.

L'obstination de l'Occident

Vraiment, les pauvres s'appauvrissent, les riches s'enrichissent. Et pourtant, les pays en voie de développement financent leur développement en raison de quatre-vingts pour cent. Il leur manque un cinquième.

Les pays pauvres auraient moins besoin d'une aide financière – d'ailleurs inefficace – si les pays riches acceptaient de payer un prix convenable pour les matières premières et s'ils n'entravaient pas les échanges commerciaux. Mais les pays industrialisés préfèrent maintenir en vie un système qui leur permet de ristourner de la main droite une faible partie de ce qu'ils retiennent de la main gauche.

L'aide qu'ils consentent à donner, non pas de leurs propres deniers, mais des « retenues » opérées sur les maigres avoirs des pays en voie de développement, leur permet de faire jouer des considérations politiques, économiques, stratégiques, militaires, mercantiles. L'aide des pays comme la France, l'Angleterre, la Belgique va aux anciens territoires coloniaux. L'aide des États-Unis va aux points stratégiques comme Formose, le Vietnam, la Corée, la Turquie. Tous les pays industrialisés ont l'habitude de pratiquer une aide liée, c'est-à-dire accompagnée de l'obligation d'utiliser l'aide reçue à des achats dans le pays donateur.

Le colonialisme politique n'existe plus, mais le colonialisme économique continue.

Le colonialisme économique essaie d'ailleurs par tous les moyens de maintenir les structures féodales nationales. Il existe en effet un lien organique entre la féodalité nationale dans les pays en voie de développement et la féodalité internationale sur le plan mondial. Sans les pays industrialisés les structures féodales nationales dans les pays en voie de développement disparaîtraient plus facilement. Lorsque vient au pouvoir un gouvernement progressiste au Guatemala et comme septante pour cent des terres arables appartiennent à l'*United Fruit Company*, trente mille *marines* américains arrivent dans le pays dès que le gouvernement proclame son intention de procéder à une réforme agraire.

Un monde sans frontières. Comment favoriser le développement ?

Cuba n'était pas communiste au départ, mais la rupture du contrat préférentiel pour le sucre que ce pays avait avec les États-Unis et qui fut rompu parce que Castro voulait réaliser une réforme agraire, a obligé Cuba de se tourner vers la Russie et la Chine.

L'Occident a la tendance instinctive de combattre les régimes progressistes. Il a choisi d'appuyer la classe des hérodiens, c'est-à-dire les collaborateurs. Les hérodiens bâtissent leur richesse sur l'exportation des matières premières vers les pays industrialisés, ce qui leur permet, avec la connivence de l'Occident, de s'entourer et de se complaire dans un luxe inouï et de s'opposer à tout progrès.

Recommandations

Il est temps d'arriver à quelques recommandations. Afin de les situer il n'est pas inutile de rappeler la distinction établie par le sociologue Max Weber entre la morale de la conviction d'une part et la morale de la responsabilité d'autre part.

Chaque citoyen a l'obligation de se faire une morale de la conviction.

Le développement du monde nous impose une morale de la conviction et une morale de la responsabilité.

Personne n'a une solution en poche. Il n'existe aucun manuel donnant les recettes qui mèneraient automatiquement au développement. L'effort à entreprendre est en effet un effort collectif. Un effort de réflexion et un effort d'action.

La morale de la conviction impose le devoir d'acquérir une vision, par la lecture, par la conversation, par la réflexion. Nous devons découvrir que le développement ne sera pas le résultat d'un simple transfert des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, mais bien d'une restructuration de la société mondiale. Il s'agit d'un problème structurel : il faudra donc inventer de nouvelles conceptions, mettre en place des structures adaptées, mettre en route des mécanismes appropriés.

Ces conceptions, structures et mécanismes doivent permettre à l'humanité d'atteindre un but spécifique : la réalisation du bien commun universel.

La notion du bien commun nous est déjà connue sur le plan national. Pour la première fois dans l'histoire du monde le bien commun peut trouver sa véritable dimension, à savoir le bien commun universel. Les biens de la terre appartiennent à l'humanité ; les progrès scientifiques et techniques n'en font plus une utopie.

Cette notion du bien commun, tant sur le plan national que sur le plan international, est d'ailleurs une notion dynamique. Le bien commun

ne sera en fait jamais atteint ; il restera toujours à perfectionner. Il est un objectif que nous devons nous fixer, que nous devons vouloir atteindre en le dépassant constamment.

Le bien commun universel devra être caractérisé par la justice sociale internationale et par l'égalité des chances.

Tout homme, quelle que soit sa race, nationalité ou religion a droit au bien-être matériel et à l'épanouissement humain. Justice sociale, égalité des chances, développement et épanouissement supposent et appellent la solidarité internationale.

La solidarité internationale est plus qu'une notion idyllique ; elle est *consensus* quant au but à atteindre, aux priorités à respecter, aux méthodes à appliquer.

La solidarité internationale se concrétise dans une stratégie du développement.

La morale de la conviction est inspiration de la morale de la responsabilité.

Sur le plan de la morale de la responsabilité, nous devons accepter de coopérer à toutes les actions qui s'offrent à nous.

L'obligation de trouver une solution sur le plan mondial n'exclut point l'obligation de participer à des actions pragmatiques ou empiriques, à condition toutefois qu'on ne se laisse entraîner par l'illusion que les actions empiriques à elles seules seraient de nature à résoudre le problème du développement.

C'est ainsi que les projets spécifiques dans les pays en voie de développement méritent un appui moral et un soutien financier. Il n'est pas non plus à condamner que des techniciens et des volontaires consacrent quelques années de leur vie à la réalisation des projets dans ces pays.

Mais l'action à entreprendre ne se situe pas exclusivement dans les pays en voie de développement.

Pas moins nécessaire est l'action à l'intérieur des pays industrialisés. Ces derniers doivent en effet opérer une reconversion mentale et économique.

Mentale, car trop peu nombreux sont encore ceux qui posent le problème de développement exclusivement en termes d'action caritative.

Économique aussi puisqu'une nouvelle répartition internationale du travail doit permettre aux pays en voie de développement de s'industrialiser.

Un dirigeant d'entreprise acceptera sans trop de difficultés l'idée de verser un montant, même important, à l'une ou l'autre œuvre qui plaide la cause des pays en voie de développement, mais entreprendra le même jour

Un monde sans frontières. Comment favoriser le développement ?

une démarche auprès du gouvernement afin que celui-ci interdise l'entrée de produits en provenance des pays en voie de développement. Il vaudrait mieux qu'il refuse le versement, mais s'abstienne de la démarche.

C'est pourquoi l'action personnelle doit être complétée d'une action collective. Il faut en effet influencer l'opinion publique tout comme il faut influencer le gouvernement et le parlement.

**Vous souhaitez être tenu(e) au courant
de nos publications
et de nos programmes d'émissions
télévisées et radiophoniques ?**

Rien de plus simple,
consultez notre site internet
<http://www.lapenseeetleshommes.be>

ou

renseignez-nous votre adresse de courriel
et nous vous enverrons mensuellement nos programmes détaillés



La Pensée et les Hommes ASBL

Avenue Victoria, 5 – 1000 Bruxelles
Tél. 02/640.15.20 – 02/650.35.90
secretariat@lapenseeetleshommes.be
christiane.loir@ulb.ac.be

Visitez notre site

www.lapenseeetleshommes.be

Association reconnue d'éducation permanente
par la Communauté française

